

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG3/M/2**

23 avril 1997

(97-1770)

---

## Comité des accords commerciaux régionaux Cinquième session

### EXAMEN DE L'ELARGISSEMENT DE L'UNION EUROPEENNE: ADHESION DE L'AUTRICHE, DE LA FINLANDE ET DE LA SUEDE

Note sur la réunion du 11 octobre 1996<sup>1</sup>

Président: S.E. M. John Weekes (Canada)

1. Le Comité des accords commerciaux régionaux a poursuivi l'examen du Traité d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède aux Communautés européennes (élargissement de la CE), au titre du point B.II de l'ordre du jour de sa cinquième session. La réunion devait être axée sur l'examen des aspects de l'accord relatifs aux services.
2. Le représentant des Communautés européennes a fait savoir que sa délégation fournirait dans les meilleurs délais des réponses écrites aux questions posées par les membres du Comité. Sa délégation était en train d'établir une Liste codifiée, qui reprendrait pour l'essentiel la Liste d'engagements et la Liste d'exemptions de l'obligation NPF pour la CE élargie (CE des 15). Le représentant de la Suisse a souligné qu'il était important pour les délégations d'obtenir cette Liste codifiée, qui leur permettrait d'avoir une vue d'ensemble des engagements pris par les 15 Etats membres.
3. Le représentant du Japon a dit qu'il avait des questions à poser au sujet du document L/7614/Add.1. Tout d'abord, les articles 54 à 59 de l'accord, qui prévoyaient des mesures transitoires applicables à la Norvège, étaient-ils entrés en vigueur? Dans l'affirmative, pouvaient-ils être considérés compatibles avec les dispositions de l'article II de l'AGCS? La Norvège n'ayant pas adhéré à la CE, il s'agissait là d'un point pertinent. Ensuite, les tierces parties dont il était question dans les articles 60 à 62 bénéficiaient-elles d'un traitement préférentiel? Comment de telles préférences pouvaient-elles se justifier au regard de l'article II de l'AGCS? Enfin, la dernière question portait sur les articles 70, 86, 87 et 114, qui permettaient aux nouveaux Etats membres de maintenir des restrictions pendant un certain nombre d'années. L'intervenant se demandait si ces dispositions pouvaient être considérées comme compatibles avec l'article V:1 b) de l'AGCS.
4. Le représentant du Canada a présenté ses excuses au Comité pour le retard avec lequel sa délégation avait communiqué ses questions. Il s'est félicité de l'engagement pris par le représentant des Communautés européennes de mettre la Liste codifiée de la CE à la disposition des membres du Comité dans les meilleurs délais.
5. Le représentant du Mexique a demandé au représentant des Communautés européennes s'il pouvait fournir des informations concernant les secteurs de services susceptibles de se développer rapidement après la mise en oeuvre de l'accord. Il a aussi demandé si l'accord serait conforme aux

---

<sup>1</sup>La réunion a été convoquée par l'aérogamme WTO/AIR/434.

dispositions de l'article V:4 de l'AGCS, qui obligeait les parties à un accord à s'assurer que cet accord "ne [relèverait pas] ... le niveau général des obstacles au commerce des services dans les secteurs ou sous-secteurs respectifs" à l'égard des tierces parties.

6. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la réunion avait pour double objet de juger de la compatibilité de l'accord avec les dispositions de l'article V de l'AGCS et d'aider les délégations à se pencher sur les dispositions qui régissent l'intégration économique dans le domaine des services. Il a émis des doutes quant à la capacité du Comité d'entreprendre un examen complet de l'accord, étant donné que les Etats membres ne lui avaient pas fourni de renseignements détaillés. Sans la Liste codifiée, il serait difficile de procéder de façon efficace à l'examen de l'accord. L'intervenant a exprimé l'espoir que la CE fournirait des renseignements utiles et complets dans les meilleurs délais, afin de faciliter le processus d'examen. Il s'est demandé s'il ne serait pas préférable d'examiner l'accord de la CE des 12 avant l'accord en cours d'examen.

7. La représentante des Communautés européennes a assuré les délégations que la CE fournirait au Comité des réponses complètes et des renseignements utiles dans les meilleurs délais, afin de lui permettre concrètement de juger de la compatibilité de l'accord avec les dispositions de l'article V de l'AGCS. Bien qu'en mesure de fournir des réponses préliminaires, elle a jugé préférable d'attendre pour apporter des réponses complètes à toutes les questions. Concernant la question qu'il avait posée au sujet des préférences accordées à la Norvège, elle a invité le représentant du Japon à se reporter à l'accord conclu entre la CE et les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), connu sous le nom d'Accord sur l'Espace économique européen. Le processus de notification de cet accord à l'OMC était en cours. Si le Japon avait des questions concernant ledit accord, il pourrait les poser après qu'il aurait été notifié formellement à l'OMC. S'agissant des pays énumérés à l'article 60, l'intervenante a dit qu'une notification relative aux cinq pays européens avait été présentée au titre de l'article V de l'AGCS. Sa délégation envisageait de notifier l'Accord européen d'association avec la Bulgarie une fois que ce pays serait devenu Membre à part entière de l'OMC. Si aucune notification n'avait été présentée au titre de l'article V, cela signifiait qu'il n'y avait pas d'accord d'intégration économique, au sens de l'article V de l'AGCS, entre la CE et les pays mentionnés. Une notification relative à la CE des 12 avait été présentée et des renseignements détaillés avaient été fournis pour en faciliter l'examen.

8. Le représentant du Japon a précisé que le but de sa question était d'obtenir une réponse quant à la compatibilité de l'accord avec les dispositions de l'article II de l'AGCS, qui traitait de l'obligation NPF. Il a demandé à la représentante de la CE de répondre à sa question sur les mesures transitoires. La représentante des Communautés européennes a répété que l'accord pertinent entre la CE et la Norvège était l'Accord sur l'Espace économique européen, qui serait notifié sous peu à l'OMC. Concernant les autres questions, sa délégation se chargerait d'y répondre par écrit.

9. Le Président a déclaré que le Comité pourrait débattre en connaissance de cause lorsque tous les documents pertinents, y compris la Liste codifiée, auraient été mis à la disposition des délégations.

10. Le représentant des Etats-Unis a demandé à la représentante des Communautés européennes si elle pouvait donner une identification quant à la date à laquelle sa délégation communiquerait la Liste codifiée. La représentante des Communautés européennes a répondu que sa délégation la mettrait à la disposition des membres du Comité dans les meilleurs délais. Le Président a demandé à la représentante des Communautés européennes si les réponses écrites et la Liste codifiée seraient prêtes si une réunion de suivi devait se tenir en début d'année prochaine. La représentante des Communautés européennes a répondu qu'elle serait en mesure d'indiquer une date après avoir procédé à des consultations avec les Etats membres. Le représentant du Japon a demandé qu'au moment de fixer la date de la prochaine réunion, le Président tienne compte du fait que la Liste codifiée serait un document complexe et que les délégations auraient besoin de beaucoup de temps pour la déchiffrer.

11. Le Président en est convenu, précisant qu'il tiendrait compte de ce fait. Il a levé la séance, faisant remarquer qu'aucun progrès significatif n'avait été réalisé faute de documents pertinents.
12. Le Comité a pris note des observations qui avaient été formulées.